



Baromètre de l'opinion 2018

Préserver les ressources en eau
et les milieux aquatiques :
Qu'en pensent les Français ?

4^e édition



DOSSIER
DE
PRESSE



Étude réalisée par :



Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

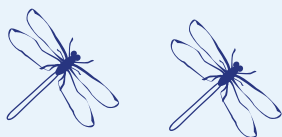
Adeline MERCERON

Adeline.merceron@ifop.com

01 72 34 94 43

BAROMETRE

2018



Sommaire

3 INFOGRAPHIE

4 Préoccupations environnementales

5 Préoccupations sur les enjeux liés à l'eau

6 Impacts perçus du changement climatique

7 Perceptions de la biodiversité et d'une rivière en bonne santé

8 Satisfaction régionale

9 Implication personnelle

10 Sensibilisation et Information

11 LES CHIFFRES CLES DE L'ENQUETE

12 RAPPEL DE LA METHODOLOGIE & CONTACTS

Préservation des ressources en eau & des milieux aquatiques

Qu'en pensent les Français?

Des préoccupations
environnementales

grandissantes

47%
↑ +9 pts depuis 2011
Changement climatique

45%
Biodiversité

↑ +12 pts depuis 2011

Deux priorités désignées par les Français pour maintenir la biodiversité

32% Faire respecter les réglementations

Gérer des espaces collectifs sans pesticides

22%

42%
Qualité de l'eau potable

Pour **59%** des Français la réduction de la pollution des rivières est la priorité dans le domaine de l'eau

Pour eux, cette pollution est causée par

47% les pesticides utilisés dans les champs et les jardins.

les substances dangereuses difficiles à traiter

26%

Un souhait d'information important

89% des Français jugent utile l'information sur les gestes possibles pour préserver la qualité des rivières

Une volonté des Français de s'investir à titre personnel

56% en faisant attention aux produits rejetés dans les canalisations.

37% en entretenant leur jardin avec des produits et des techniques naturels.

32% en achetant des produits non polluants pour les activités de bricolage.

Pour limiter les risques d'inondation les Français citent :

39% Interdire les constructions dans les zones à risque.

Limiter le goudronnage des sols.

Entretien des cours d'eau.

18%

17%

Pour **53%** des Français la prévention des inondations dans leur région est satisfaisante

ifop

LES AGENCES DE L'EAU
ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DU MINISTÈRE EN CHARGE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

AdCF
Assemblée des Communautés de France

ASSISES DE L'EAU

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Étude réalisée par Ifop par téléphone du 18 juin au 3 juillet 2018, auprès d'un échantillon de 3 508 personnes réparties par bassin (Loire-Bretagne : 603, Artois-Picardie : 400, Adour-Garonne : 601, Rhin-Meuse : 401, Seine-Normandie : 602, Rhône-Méditerranée : 600, et en corse : 302) représentatif de la population française âgés de 18 ans et plus (méthode des quotas) après stratification par bassin et par région. Conception et réalisation graphique : Ifop production et innovation.

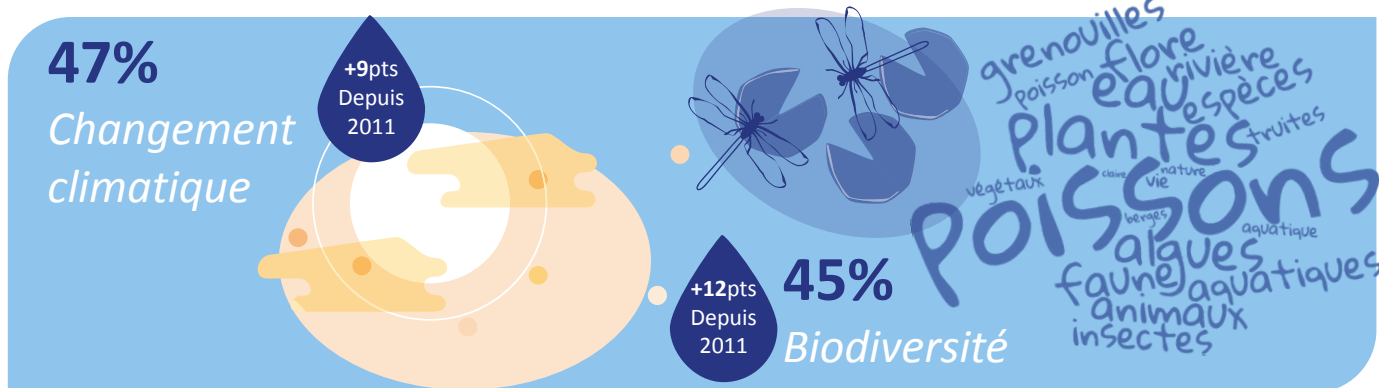
ifop

Baromètre de l'opinion : édition 2018

Préserver les ressources en eau et les milieux aquatiques : Qu'en pensent les Français ?



Le changement climatique et la biodiversité pour la première fois en tête des préoccupations environnementales des Français

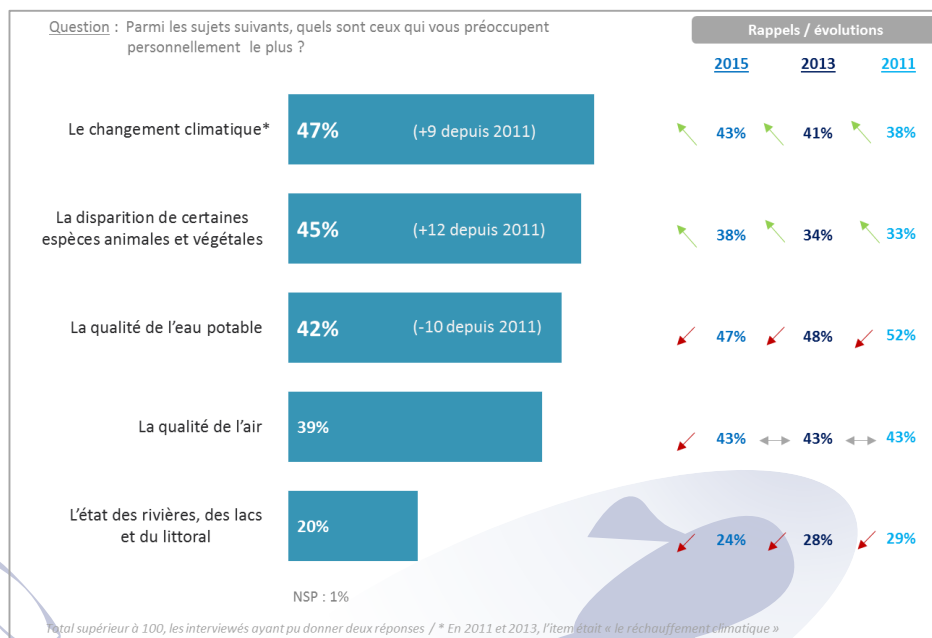


Pour la première fois depuis la mise en œuvre de ce baromètre, le changement climatique passe en première position des sujets environnementaux jugés les plus préoccupants par les Français (47%) devant la disparition de certaines espèces animales et végétales, qui enregistre également une forte évolution par rapport à la précédente enquête (45%, contre 38% en 2015). Cette progression n'est pas récente. En effet, depuis 2011, la préoccupation des Français pour ces deux sujets n'a cessé de croître. On observe ainsi une évolution positive de 9 points pour le changement climatique et de 12 points pour la disparition de certaines espèces animales et végétales sur l'intervalle de 7 ans, deux sujets qui occupent de plus en plus de place dans les médias ces dernières années, en raison notamment d'épisodes climatiques intenses qui ont marqué l'esprit des Français ⁽¹⁾.

Ces progressions se font « au détriment » des sujets liés à l'eau et à l'air. Ainsi, la qualité de l'eau potable (42%, jusqu'alors en tête du classement depuis 2011) et l'état des rivières, des lacs et du littoral (20%, toujours en fin de classement) enregistrent des baisses respectives de 5 et 4 points par rapport à la précédente mesure mais (et surtout) de 10 et 9 points par rapport à 2011 (en baisse constante à chaque mesure).

Sur la même tendance, la qualité de l'air (39%) est pour la première fois en baisse (-4 points), alors qu'elle était stable jusqu'à présent.

L'âge, la catégorie socio-professionnelle et le niveau de diplôme semblent particulièrement peser sur les perceptions. L'analyse détaillée des réponses laisse ainsi apparaître que les répondants les plus jeunes s'inquiètent particulièrement pour la disparition de certaines espèces animales et végétales (58% des 18-24 ans, +11 points par rapport à l'ensemble), les plus seniors de l'échantillon étant nettement plus en retrait sur ce sujet, tout comme les plus diplômés (50%, +5 points). La qualité de l'air préoccupe quant à elle davantage les Franciliens (48%, +9 points). En revanche, la qualité de l'eau potable et l'état des rivières, des lacs et du littoral sont jugés de manière assez homogène au sein des différentes catégories étudiées.



(1) Précision : le terrain d'enquête a été réalisé du 18 juin au 3 juillet, avant les différents épisodes de canicule et de sécheresse de l'été 2018 et bien avant les inondations d'octobre dans l'Aude

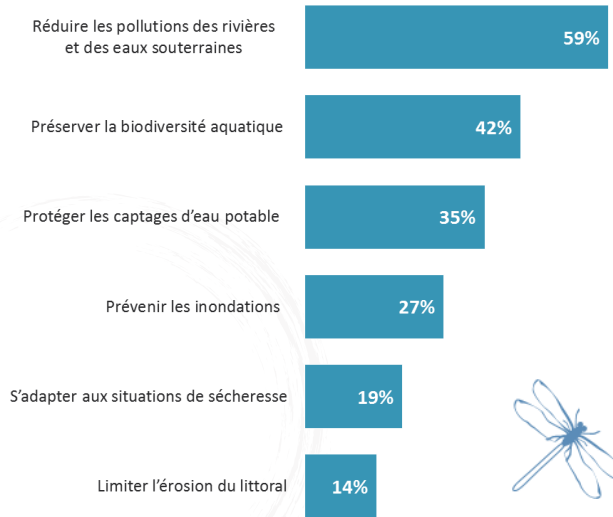
Les enjeux liés à l'eau dominés par la pollution des cours d'eau et la préservation de la biodiversité

La réduction des pollutions des rivières et des eaux souterraines est de loin considérée comme l'enjeu le plus important dans le domaine de l'eau (59%). Sur cette question, on observe des clivages liés à l'âge, au niveau de diplôme (et dès lors au niveau socio-professionnel), mais également en fonction du genre. La préservation de la biodiversité aquatique, deuxième enjeu identifié pour les Français (42%), est principalement désigné par les moins de 50 ans (48% à 52% vs 26%-37% des plus de 50 ans) quand leurs aînés s'inquiètent davantage de la protection des captages d'eau potable (40%-45% vs 26%-30% des moins de 50 ans) qui est perçu comme le troisième enjeu le plus important.

Les enjeux liés aux phénomènes naturels tels que la prévention des inondations, l'adaptation aux situations de sécheresse ou encore la limitation de l'érosion du littoral occupent la seconde partie du classement des enjeux prioritaires perçus, alors même que les personnes interrogées plaçaient le changement climatique comme première préoccupation. Ce résultat semble démontrer une difficile association entre causes et conséquences.



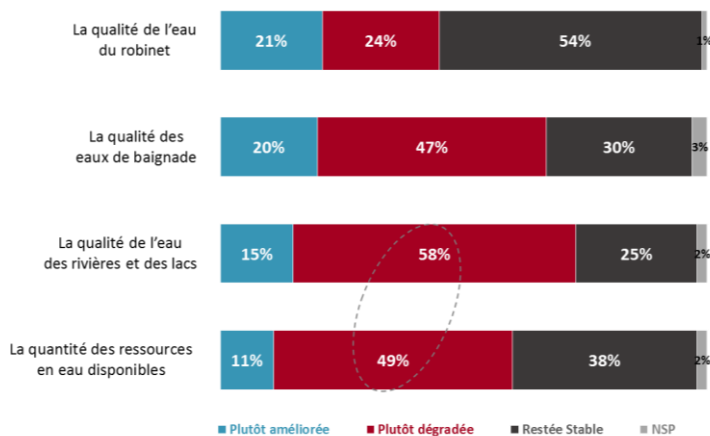
Question : Parmi les propositions suivantes, pouvez-vous me dire quels sont les enjeux qui vous paraissent les plus importants pour l'eau d'une manière générale ?



Des Français qui apparaissent pessimistes lorsqu'il s'agit d'évaluer la progression sur différents sujets liés à l'eau

Interrogés sur l'évolution de la situation en dix ans concernant plusieurs enjeux liés à l'eau, les Français apparaissent plutôt pessimistes, à l'instar de ce qui était observé depuis 2011. Au mieux, la majorité des Français considère que la situation est restée stable. C'est le cas notamment pour la qualité de l'eau du robinet jugée stable par 54% des Français, contre 24% qui considèrent que la situation s'est dégradée et seulement 21% qu'elle s'est améliorée.

Question : Diriez-vous que depuis 10 ans la situation s'est plutôt améliorée, plutôt dégradée ou qu'elle est restée stable pour chacune des thématiques suivantes ?

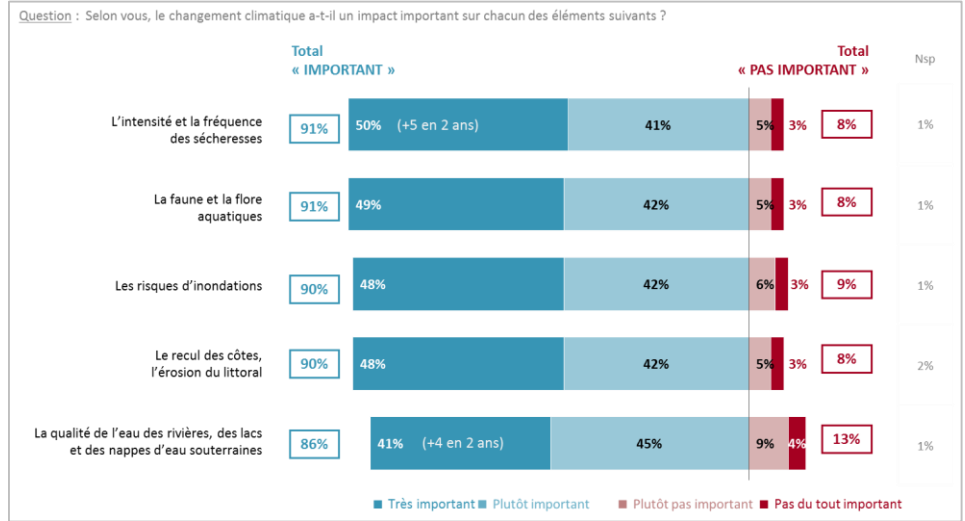


Comme lors des précédentes éditions de ce baromètre, c'est une nouvelle fois à l'égard de la qualité de l'eau des rivières et des lacs et de la quantité des ressources en eau disponibles que les jugements sont les plus sévères. Respectivement 58% et 49% des personnes interrogées ont le sentiment que la situation s'est dégradée (contre seulement 15% et 11% qui partagent l'avis contraire). S'agissant de la qualité des eaux de baignade, les jugements négatifs se sont renforcés : 47% y voient une situation qui s'est dégradée en 10 ans. Ils étaient 40% en 2013. Désormais, pour chacun de ces sujets, la proportion des Français considérant que la situation s'est améliorée est minoritaire.



Une conscience importante des conséquences du changement climatique sur les différents sujets liés à l'eau

Les Français sont, pour une très grande majorité d'entre eux, conscients de l'impact du changement climatique sur le cycle de l'eau. Pour environ neuf Français sur dix (86% à 91%), le changement climatique a des répercussions sur les sécheresses (91%), la biodiversité (91%), les inondations (90%), l'érosion du littoral (90%) ou encore sur la qualité de l'eau des différents cours d'eau (86%).



Au-delà de ces perceptions très massivement partagées, les Français sont nombreux à avoir pleinement conscience de l'importance de l'impact du changement climatique.

Sur ces différents sujets, 41% à 50% des personnes interrogées évaluent même « très importants » ces impacts, des résultats qui s'inscrivent pleinement dans les résultats obtenus en 2015.

Le sexe, l'âge et le lieu d'habitation constituent les variables les plus clivantes sur cette question : les femmes, les plus jeunes générations et les habitants de l'agglomération parisienne (plus largement au sein du bassin Seine-Normandie et dans une moindre mesure d'Artois-Picardie) sont parmi les plus nombreux à faire état du lien direct entre le changement climatique et les phénomènes cités plus haut.

Interdire les constructions dans les zones humides :

première priorité désignée par les Français pour limiter les risques d'inondations



Conscients de l'impact du changement climatique sur les risques d'inondations, les Français interrogés (pour 39% d'entre eux) se prononcent plus particulièrement en faveur de l'interdiction de constructions dans les zones humides afin de limiter les risques encourus. Cette mesure désignée de façon très nette par les Français devançant deux idées restituées à parts égales à savoir : limiter le goudronnage des sols (18% des citations) et entretenir les cours d'eau (17%). Dans une moindre mesure, la construction et le renforcement des digues retient l'attention de 11% des Français. Enfin, le maintien des zones humides (7% de citations) et le fait de laisser déborder naturellement à certains endroits les rivières (6%) sont des solutions pour lesquelles les Français peinent davantage à faire le lien avec leur impact sur les risques d'inondations.

Dans le détail, ces perceptions se révèlent être assez homogènes au sein de la population et des différents bassins considérés.

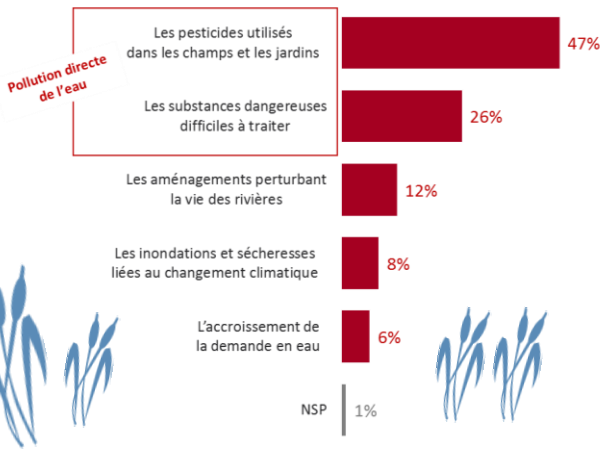


Eau claire et abondance de poissons : tels sont les indices d'une rivière en bonne santé pour les Français

Lorsqu'il s'agit de décrire ce qu'est une rivière en bonne santé, les Français y associent spontanément la quantité de poissons présents (41% de citations) et évoquent la transparence des eaux (42% de citations). Plus globalement, les idées évoquées par les Français s'articulent autour des deux grands sujets que sont les caractéristiques liées à la rivière (la couleur de l'eau, sa pureté, la bonne quantité d'eau - 83% des citations y font référence) et les espèces vivantes qui y évoluent (la faune -au premier rang desquels les poissons- et la flore - 64% des citations).



Question : Parmi les différentes causes de dégradation de l'état de l'eau des rivières, quelle est, selon vous, la principale ?



Près de la moitié des répondants (47%) citent **les pesticides agricoles et domestiques comme premiers responsables de la dégradation de l'eau des rivières**, un jugement très homogène au sein des différents bassins et davantage partagé par les ruraux (50 et 53%). Parallèlement, les Français évoquent également les substances dangereuses difficiles à traiter comme autre cause de la dégradation de l'état de l'eau et des rivières (26%). **Autrement dit, les Français pointent en premier lieu une pollution directe des eaux via le déversement (ou l'absorption) de polluants venant directement contaminer la qualité des rivières.**

Les causes plus « indirectes » testées sont sensiblement moins perçues comme étant à l'origine de la dégradation de la qualité de l'eau. Les aménagements des rivières ne sont évoqués qu'à hauteur de 12%, suivis des inondations et des sécheresses et de l'accroissement de la demande en eau.

Plusieurs axes possibles pour préserver la biodiversité dans les rivières

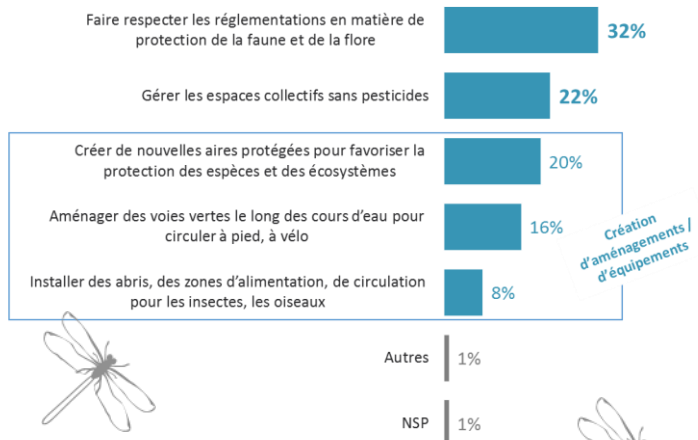
Invités à donner une définition de ce qu'est la biodiversité dans une rivière, les Français évoquent spontanément tout ce qui a trait à la vie animale (77% de citations) avec, en premier lieu, l'idée d'un espace naturel dans lequel on observe une eau riche en poissons ; 58% de citations). Dans un second temps, ils y associent également la vie végétale (44% de citations).

Deux priorités désignées par les Français pour maintenir la Biodiversité



Pour préserver et maintenir la biodiversité dans les milieux naturels et en ville, aucune des idées suggérées ne se distingue plus qu'une autre, signe que les Français identifient plusieurs axes possibles. C'est toutefois le souhait de faire respecter les réglementations en matière de protection de la faune et de la flore qui est le plus évoqué, suivi d'une meilleure gestion des espaces sans pesticides. Les autres idées relatives à la création de nouveaux espaces et de nouveaux aménagements sont restituées de façon plus secondaire. Sur cette question, les jugements sont partagés de façon très homogène au sein de la population.

Question : Pour préserver et maintenir la biodiversité dans les milieux naturels et en ville, il faut en priorité... ?





SATISFACTION RÉGIONALE

Des Français plutôt satisfaits à l'égard de la situation dans leur région sur les différents sujets liés à l'eau : en première place, la qualité de l'eau du robinet

La satisfaction sur différents aspects liés à l'eau au sein de sa propre région de résidence s'inscrit dans une tendance plutôt stable par rapport à 2015, mais en baisse significative depuis 2011. Toutefois, **pour chaque dimension testée, la satisfaction est majoritaire**. Elle oscille entre 53% (pour la prévention des inondations, soit la dimension la moins bien évaluée), et 73% (pour la qualité de l'eau du robinet qui est de loin l'aspect le mieux noté). La quantité d'eau dans la rivière et les lacs se situent juste derrière avec une satisfaction déclarée s'établissant à 63% (soit 10 points de moins). Dans tous les cas, les personnes interrogées témoignent d'une satisfaction réservée, l'essentiel des répondants se déclarant « plutôt satisfaits » (42% à 55%). La proportion de personnes se déclarant quant à elles « très satisfaites » se situe pour l'essentiel entre 7% et 10% (on notera qu'à l'inverse la proportion de « pas du tout satisfait » oscille entre 10% et 20%).

En terme d'évolution, cinq sujets ont perdu à chaque mesure un peu de terrain et enregistrent aujourd'hui, sur l'intervalle de 7 ans, des baisses non négligeables. Ainsi, l'entretien et la préservation des rivières et leurs berges (58% « satisfaits », en baisse de 6 points par rapport à 2011), la qualité de l'eau des rivières et des lacs (58%, -7 points), la protection de la faune et la flore (55%, -11 points), la pollution de l'eau (54%, -6 points) et enfin la prévention des inondations (53%, qui enregistre la baisse la plus importante (-16 points par rapport à 2011, -7 points par rapport à 2015), un résultat peu surprenant au regard des importantes inondations rencontrées en France au cours des derniers mois.



Question : En ce qui concerne chacun des aspects suivants, diriez-vous que la situation dans votre région est très, plutôt, plutôt pas ou pas du tout satisfaisante ?

Aspect	Total « SATISFAISANTE »		Total « PAS SATISFAISANTE »		Nsp
	Très satisfaisante	Plutôt satisfaisante	Plutôt pas satisfaisante	Pas du tout satisfaisante	
La qualité de l'eau du robinet	73%	18%	16%	10%	1%
La quantité d'eau dans les rivières et les lacs	63%	10%	23%	11%	3%
La gestion des situations de sécheresse	62%	10%	22%	13%	3%
La qualité des eaux de baignade	61%	9%	22%	13%	4%
La qualité / quantité de l'eau souterraine (nappes)	60%	8%	21%	11%	8%
L'entretien et la préservation des rivières et de leurs berges	58%	9%	23%	17%	2%
La qualité de l'eau des rivières et des lacs	58%	7%	26%	14%	2%
La protection de la faune et la flore aquatique (poissons, oiseaux)	55%	9%	25%	17%	3%
La lutte contre la pollution de l'eau	54%	7%	26%	18%	2%
La prévention des inondations	53%	11%	24%	20%	3%

■ Très satisfaisante ■ Plutôt satisfaisante ■ Plutôt pas satisfaisante ■ Pas du tout satisfaisante



Des Français prêts à modifier leurs habitudes de consommation et leurs pratiques pour participer à la préservation des rivières près de chez eux ... mais moins enclins à s'engager collectivement

Conscients de l'impact des produits polluants sur la qualité de l'eau des cours d'eau et sur la biodiversité, c'est sur cet aspect que les Français se déclarent les plus prêts à agir. En premier lieu (et loin devant les autres alternatives proposées), plus d'un Français sur deux considère qu'en étant vigilant aux produits rejetés dans les canalisations ils pourraient contribuer à la bonne santé des rivières (56% de citations), de même qu'en entretenant leur jardin avec des techniques et des produits naturels (37%) ou encore en achetant des produits non polluants pour leurs activités de bricolage (32%).

L'idée de participer à des actions collectives est en revanche évoquée de manière plus secondaire, qu'il s'agisse de participer à des actions collectives de nettoyage des berges (23% de citations) ou en entretenant les espaces naturels situés à proximité du domicile (20%). L'idée selon laquelle il ne faut pas intégrer d'animaux ou de plantes exotiques dans les rivières ou les lacs n'est évoquée que par 9% des personnes interrogées, probablement du fait d'un impact moins connu des Français sur la dégradation des rivières.

Enfin, on notera que lorsqu'il s'agit de s'engager financièrement soit en investissant dans un système d'assainissement aux normes (15%) soit en acceptant de payer un peu plus cher sa facture d'eau (5%), l'adhésion des Français est marginale.

Une volonté des Français de s'investir à titre personnel



en faisant attention aux produits rejetés dans les canalisations.



en entretenant leur jardin avec des produits et des techniques naturels.

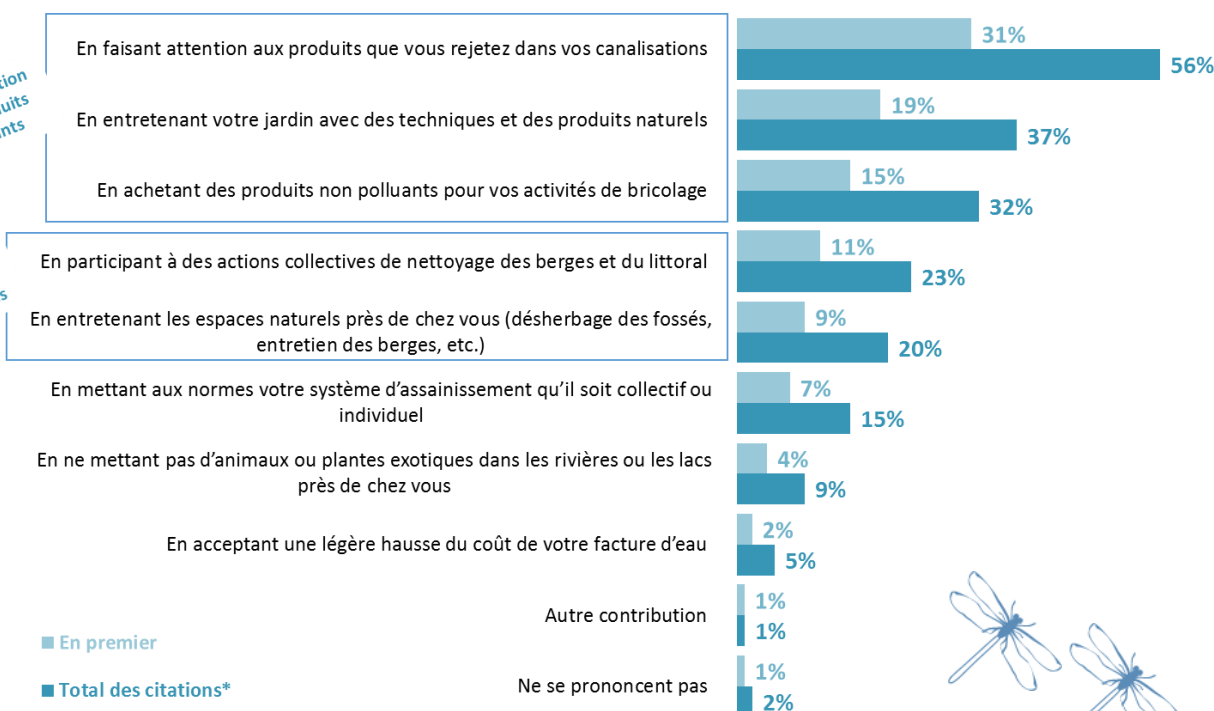


en achetant des produits non polluants pour les activités de bricolage.

Question : Selon vous, comment pouvez-vous contribuer à la qualité des rivières près de chez vous ? En premier ? En second ?

Sensibilisation aux produits polluants

Actions collectives & citoyennes



(* Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses)



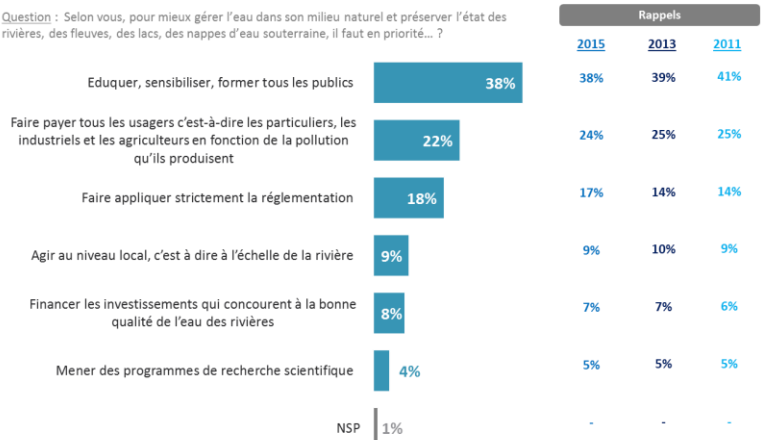


L'éducation et la sensibilisation des publics, premier axe pour garantir la bonne gestion de l'eau et des milieux aquatiques...

Lorsqu'il s'agit d'identifier les priorités d'action pour mieux gérer l'eau, c'est l'idée d'une meilleure éducation et sensibilisation des différents publics qui prédomine toujours.

La nécessité de faire payer tous les usagers en fonction de la pollution qu'ils génèrent est évoquée en second plan, devant la nécessité de faire appliquer la réglementation. L'action au niveau local, le financement d'investissements et l'organisation des programmes de recherches sont cités de façon beaucoup plus marginales. Les clivages socio-démographiques sont ici peu marqués. On notera toutefois que tandis que les femmes accordent une plus grande importance à l'éducation (42% contre 33% chez les hommes), les plus âgés apparaissent également plus convaincus que la moyenne des Français de la nécessité de faire payer tous les usagers en fonction de la pollution produite (28% contre 22% en moyenne).

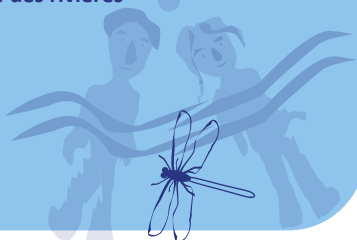
Question : Selon vous, pour mieux gérer l'eau dans son milieu naturel et préserver l'état des rivières, des fleuves, des lacs, des nappes d'eau souterraine, il faut en priorité... ?



... une sensibilisation qui pourrait passer par davantage d'informations, des informations jugées comme (très) utiles par les Français

89%

des Français jugent utiles l'informations sur les gestes possibles pour préserver la qualité des rivières

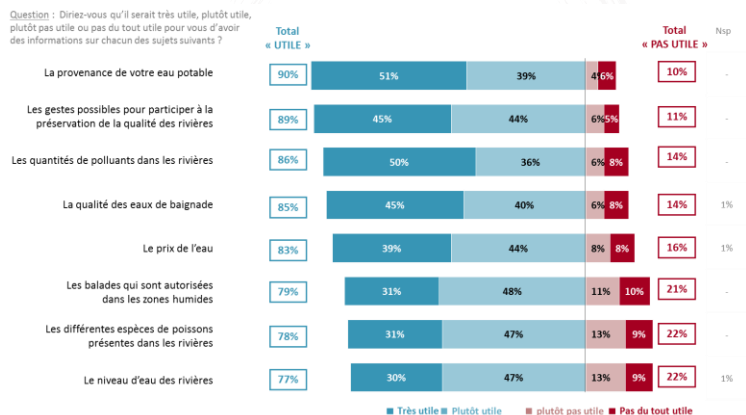


Les Français jugent particulièrement utiles (voire même « très utile » pour un grand nombre d'entre eux) d'avoir des informations sur tous les sujets qui touchent de près ou de loin la gestion de l'eau (les scores d'utilité oscillant entre 77% et 90%).

Les attentes les plus fortes concernent en premier lieu la provenance de l'eau potable (90% dont 51% considèrent même ces informations « très utiles ») et son prix (83%). Elles ont également traités aux gestes possibles à mettre en œuvre (89%), aux quantités de polluants présents dans les rivières (86%) ou encore à la qualité des eaux de baignade (85%).

Parmi les autres sujets jugés utiles par les Français (mais avec une intensité sensiblement moindre), on trouve les balades autorisées dans les zones humides (79% dont « seulement 31% » « très utile »), les différentes espèces de poissons présentes dans les rivières (78%) et le niveau des rivières (77% dont 30% « très utiles »).

Question : Diriez-vous qu'il serait très utile, plutôt utile, plutôt pas utile ou pas du tout utile pour vous d'avoir des informations sur chacun des sujets suivants ?



L'intérêt pour des informations de ce type varie entre les bassins. Si au global les Français sont très majoritairement convaincus de l'utilité d'avoir des informations sur ces différents sujets, c'est au sein des bassins Seine-Normandie et Artois-Picardie que les personnes interrogées se révèlent être les plus intéressées (avec des pourcentages sur le « très utile » souvent supérieurs à la moyenne nationale), tandis qu'en Loire Bretagne, cet intérêt apparaît légèrement en deçà.



LES CHIFFRES CLÉ



DE L'ENQUÊTE

47%

des Français considèrent **le changement climatique** comme le sujet environnemental qui les préoccupe le plus, ce qui en fait le plus important devant la biodiversité (45% de citations) et la qualité de l'eau potable (42%). On notera par ailleurs que les Français se révèlent très au fait des conséquences de ce changement climatique sur :

- l'intensité et la fréquence des sécheresses : **91%**
- la faune et la flore aquatique : **91%**
- les risques d'inondations : **90%**
- le recul des côtes et l'érosion du littoral : **90%**
- la qualité de l'eau des rivières : **86%**

59%

des Français désignent **la réduction des pollutions** des rivières et des eaux souterraines comme **le premier enjeu dans le domaine de l'eau**, un enjeu probablement appuyé par un constat que partage un grand nombre des personnes interrogées à savoir que :

- **47%** ont le sentiment que la qualité des eaux de baignade s'est plutôt dégradée au cours des 10 dernières années,
- **58%** partagent le même jugement s'agissant de la qualité de l'eau des rivières et des lacs.

D'ailleurs, pour près d'un Français sur deux (**47%**), les pesticides utilisés dans les champs et dans les jardins constituent la première cause de dégradation de l'état de l'eau des rivières, suivi (pour **26%** d'entre eux) des substances dangereuses difficiles à traiter.

Pour autant, face à ce constat, les Français sont prêts à consentir des efforts pour améliorer la situation en :

- faisant attention aux produits rejetés dans les canalisations : **56%**
- entretenant leur jardin avec des produits et des techniques naturels : **37%**
- achetant des produits non polluants pour les activités de bricolage : **32%**

42%

des Français font de **la préservation de la biodiversité aquatique le deuxième enjeu dans le domaine de l'eau**, un sujet qui émerge progressivement dans l'opinion. En effet, la disparition de certaines espèces animales et végétales (**45%**) constitue le deuxième sujet de préoccupation environnementale, alors qu'en 2011, ils n'étaient que 33% à le mentionner (soit une progression de 12 points sur 7 ans). Cette hausse s'explique probablement en partie par le fait que seules 55% des personnes interrogées considèrent que la protection de la faune et de la flore aquatique est satisfaisante dans leur région de résidence. Pour autant, sur ce sujet, les Français peinent un peu plus à désigner de manière claire des priorités d'action :

- **32%** évoquent la nécessité de faire respecter les réglementations,
- **22%** optent pour une gestion des espaces collectifs sans pesticides.

27%

des Français font de la prévention des inondations un enjeu pour l'eau, ce qui place ce sujet au quatrième rang des priorités déclarées. Pour autant celui-ci divise. Seules 53% des personnes interrogées considèrent que la prise en compte de ce sujet dans leur région est satisfaisante (et 20% que ce n'est « pas du tout satisfaisant »).

Pour limiter ce risque inondations, une idée émerge fortement : interdire les constructions dans les zones à risque (**39%** de citations), limiter le goudronnage des sols (**18%**) et entretenir les cours d'eau (**17%**) étant nettement moins évoqués.

38%

des Français continuent de faire de l'éducation et de la sensibilisation de tous les publics la première des priorités pour garantir une bonne gestion de l'eau dans son milieu naturel et préserver l'état des rivières, des fleuves, des lacs et des nappes phréatiques. Cette priorité est stable depuis 2011.

Dans un second temps, près du quart des Français (**22%**) se prononcent en faveur d'une facturation de tous les usagers en fonction du niveau de pollution produit et **18%** souhaitent une plus grande fermeté dans l'application des règlements.





Dans cette logique d'éducation, **89%** des Français jugent utile la possibilité d'avoir des informations sur les gestes possibles pour participer à la préservation de la qualité des rivières, un résultat qui témoigne de leur volonté déclarée de s'investir à titre personnel.

Plus globalement, les souhaits d'information sur les différents sujets liés à l'eau sont importants, signe de l'intérêt des Français pour ces problématiques.

METHODOLOGIE



L'enquête a été réalisée sur la base du protocole suivant :

Echantillon	Méthodologie	Mode de recueil
 		
Echantillon de 3 508 personnes, réparties comme suit : <ul style="list-style-type: none">- 603 personnes dans le bassin Loire-Bretagne- 400 personnes dans le bassin Artois-Picardie- 601 personnes dans le bassin Adour-Garonne- 401 personnes dans le bassin Rhin-Meuse- 602 personnes dans le bassin Seine-Normandie- 600 personnes dans le bassin Rhône-Méditerranée- 302 personnes en Corse.	Au sein de chaque bassin, la représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille) après stratification par bassin et par région. A l'issue du terrain d'enquête l'ensemble des résultats a été compilé et chaque bassin a été remis à son poids réel.	Les interviews ont eu lieu par téléphone du 18 juin au 3 juillet 2018

CONTACTS



Contact :
Sylvie BRISSOT :
Chef du service Communication - Agence de l'eau Seine-Normandie
Tél : 01 41 20 16 00 / BRISSOT.Sylvie@aesn.fr

Agence de l'eau Adour-Garonne
90 rue de Férétra - CS 87801
31078 Toulouse Cedex 4
Tél : 05.61.36.37.38
www.eau-adour-garonne.fr

Agence de l'Eau Artois Picardie
Centre Tertiaire de l'Arsenal
200, rue Marceline - B.P. 80818
59508 DOUAI CEDEX
Tél : 03.27.99.90.00
www.eau-artois-picardie.fr

Agence de l'eau Loire-Bretagne
9 avenue Buffon - CS 36339
45063 Orléans cedex 2
Tél : 02.38.51.73.73
www.agence.eau-loire-bretagne.fr

Agence de l'eau Rhin-Meuse
"Le Longeau" - Route de Lessy -
Rozérieulles -BP 30019
57161 Moulins-les-Metz Cedex
Tél : 03.87.34.47.00
www.eau-rhin-meuse.fr

Agence de l'eau Seine-Normandie
51, rue Salvador Allende
92027 Nanterre Cedex
Tél : 01 41 20 16 00
www.eau-seine-normandie.fr

Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse
2-4 allée de Lodz
69363 Lyon Cedex 07
Tél : 04.72.71.26.00
www.eaurmc.fr

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Agence Française pour la biodiversité
Contacts : Céline Piquier, Maguelone Deschard
presse@afbiodiversite.fr / 01 45 14 88 63



MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Ministère de la Cohésion des territoires
presse@ecologie-solidaire.gouv.fr



Assemblée des Communautés de France
22/28 rue Joubert – 75009 Paris
Tél : 01 55 04 89 00 / www.adcf.org



Contact :
Département Opinion Stratégies d'Entreprise
Adeline Merceron, Adeline.merceron@ifop.com / 01 72 34 94 43